

ENVOIS DES FONDS ET IMPACT SUR LA CROISSANCE EN RDC

Banque Centrale du Congo

Sommaire

Introduction

Revue de la littérature

Analyse et Résultats

Interpretations des résultats

Conclusion

I. Introduction

Les envois de fonds désignent l'argent envoyé par les migrants vers leurs pays d'origine, soit à leurs familles restées au pays, soit à la création d'activité lucrative pour le compte des migrants, ou à des caisses d'épargne avec l'ensemble de la diaspora dans le but de réaliser des projets d'infrastructure et de développement durable. « Les transferts privés sont une bénédiction pour ceux qui les reçoivent (Hami et Fullenkamp, 2013).

Ces transferts de fonds effectués par les migrants vers leur pays d'origine constituent une manne financière considérable et un soutien financier crucial qui contribue à augmenter les revenus des familles récipiendaires.

I. Introduction

Après les calculs de la Banque mondiale, en 2006 les transferts de fonds de migrants vers les pays en développement ont atteint 228 milliards USD. Ils représentaient la deuxième source de financement de ces pays après les investissements directs étrangers (IDE) et devant l'aide publique au développement (APD).

Selon les estimations et les prévisions révisées et publiées par la Banque mondiale en 2020, les transferts d'argent envoyés vers les pays en développement ont connu une croissance de 4,3 % en 2019, et ont atteint 554 milliards USD.

I. Introduction

En République Démocratique du Congo, dans un contexte de croissance économique et sociale précaire et de la dominance du secteur informel, les envois de fonds représentent une source de revenu pour un bon nombre de ménages. En effet, leur montant des envois de fonds pour la population de la RDC dans son ensemble, bien qu'il soit difficile à déterminer, [a été estimée](#) par la Banque mondiale à 1,8 milliard de dollars en 2019, soit 3,7% du PIB du pays. Et aussi, [une étude](#) sur les envois de fonds en RDC menée par FinMark Trust en 2018, a estimé que 81% des envois de fonds étaient effectués de manière informelle, que ce soit par la livraison physique d'espèces ou de marchandises ou via des réseaux locaux d'agents non réglementés.

Mais la question se pose sur le réel impact que pourrait avoir ces envois sur la croissance économique en RDC ?

II. Revue de la littérature

débat entre les optimistes et les pessimistes quant aux effets probables des envois de fonds sur l'activité économique.

Pour les optimistes, les transferts de fonds des migrants impactent positivement sur la croissance économique notamment par l'augmentation du revenu disponible, la consommation des ménages, etc. ...(**Leon-Ledesma et Piracha, 2004 ; Giuliano et Ruiz-Prinz, 2009**).

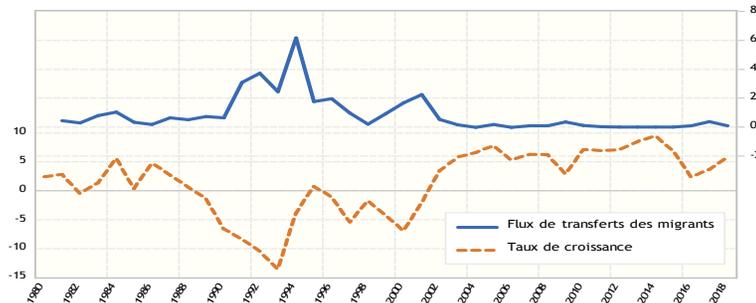
Les pessimistes soutiennent l'idée selon laquelle les effets des transferts de fonds seraient mitigés ou négatifs car entraînant un déséquilibre de la balance des opérations courantes causant le déficit extérieur avec comme conséquence la perte de compétitivité(**Barajas et al, 2009**) et **Kireyevsk (2006)**).

Ces travaux empiriques ont apporté un éclairage sur les deux points de vue. Certains résultats ont rejoint la thèse optimiste, notamment les études menées par **El Hamma (2018)** et **Mumansour, Azeroual et Bahij (2019)** qui ont pu montrer respectivement l'impact positif des envois de fonds sur la croissance économique des pays dotés d'un système financier développé et sur l'investissement quand bien même cet effet serait faible.

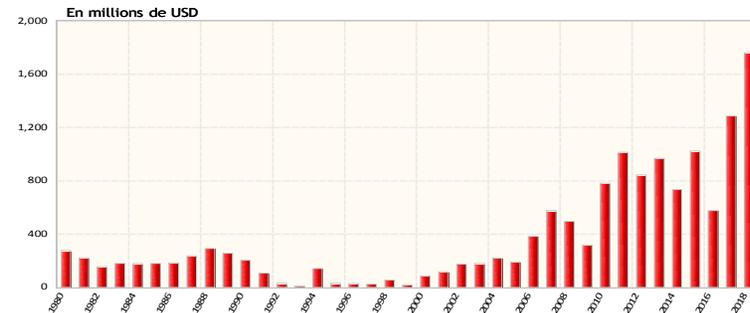
Par contre, la vérification empirique faite par **Siddique, Selvanathan et Serlvanathan(2019)** ne montre aucune relation causale entre les envois des fonds et la croissance économique.

III. Analyse et résultats

Graphique I : Evolution du taux de croissance et du flux de transferts des migrants



Graphique II : Evolution des transferts de fonds



Au regard de ces graphiques, il apparaît que pour la RDC, les transferts de fonds des migrants deviennent plus importants à partir de l'année 2000, avec un pic de 1.764,35 millions de USD en 2018, soit 2,75 % du PIB. Bien que cette soit supérieur à 2%, les transferts de migrants demeurent néanmoins faibles, du fait notamment de leur non prise en compte dans les statistiques officielles et de leur coût d'envoi élevé.

III. Analyse et résultats

Augmentation du coût moyen de transferts, se situant à 7,45 % en 2016 pour 2 dollars au niveau mondial et à 9,8% pour l'Afrique subsaharienne, a impacté négativement, d'une manière ou d'une autre, les envois des migrants en Afrique. Cette dernière reste donc la région la plus chère et le coût d'envoi de fonds demeure globalement supérieur à la cible de 3% fixée dans les objectifs de développement durable. (**Oumansour et al., 2019**).

En outre, le graphique I. laisse présager une sorte de désalignement entre l'évolution du taux de croissance du PIB et les flux de transferts de fonds des migrants. Ainsi, durant la période de 1989 et de 2001, où l'économie de la RDC était caractérisée par une récession, le taux de croissance moyen de la période indiquée est de -5,01 % tandis que le flux moyen de transferts est de 111,99 %. Cette situation illustrerait la persistance des facteurs déterminants les transferts de migrants.

IV. Interprétation des résultats

Modèle de régression multiple retenu sur des données allant de 1980 à 2018 provenant de la Banque Centrale du Congo. Envoi des fonds, taux de croissance économique et inflation. Le diagnostic du modèle économétrique estimé montre que les tests post-estimation ont été satisfaisants.

Il ressort de ces estimations faites, que les envois de fonds impactent positivement et significativement la croissance économique en RDC. En effet, lorsque l'envoi de fonds augmente de 1% la production augmente de 0,55 % en termes de points de croissance. Il est à noter que l'inflation exerce également un effet positif mais très marginal sur la croissance économique.

En considérant que les envois de fonds par les migrants exercent un impact positif sur la croissance économique en RDC, il est néanmoins à constater que ces effets demeurent très faibles. Ceci traduit en réalité une faible augmentation de la consommation et de l'investissement des ménages bénéficiaires de ces envois.

IV. Interprétation des résultats

Plusieurs raisons peuvent être à la base de ces apports marginaux des envois de fonds :

d'une part, le problème d'affectation des ressources provenant des travailleurs entre consommation courante et l'investissement productif. Selon **Rocher et Pelletier (2008)**, de faibles montants des transferts des migrants (entre 10,0 et 30,0 %) sont affectés à l'investissement local (terrains, bâtiments...). Ayant obtenu des résultats semblables, **Amansour et al., (2019)** soulignent que le circuit d'investissement productif échappe, dans la plupart des cas, aux ressources financières émanant de la diaspora africaine à l'étranger.

Une part importante d'allocation de ces ressources est affectée à la consommation courante plutôt qu'à des achats des biens durables. Un tel fait ne peut guère contribuer significativement à la croissance économique (durable) des pays récipiendaires ;

d'autre part, les voies informelles par lesquelles transitent les fonds envoyés par les migrants occultent la réalité de l'évolution des statistiques. En effet, alors que les transferts effectués à destination des pays latino-américains transitent essentiellement par les canaux formels, la situation est différente pour la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne où les transferts de fonds internationaux des migrants sont majoritairement informels, au point d'atteindre 250,0 % des flux enregistrés officiellement (Rocher et Pelletier, 2008).

V. Conclusion

Pour bénéficier pleinement des effets positifs des transferts de fonds sur l'activité économique en RDC et pour aller vers une plus grande formalisation des transferts de fonds, il est impérieux de garantir un système financier développé et de disposer d'un environnement institutionnel solide pour accorder la pleine possibilité aux envois de fonds d'impacter durablement la croissance en RDC. Il s'agit notamment pour les régulateurs d'entrevoir la possibilité de rendre opérationnel les transferts d'argent internationaux via les téléphones mobiles. Ceci permettrait de mieux capturer les flux de transferts de fonds vers les bénéficiaires.
